

ISLAMISMO E TRANSIÇÃO DEMOCRÁTICA NO MEDITERRÂNEO

ISLAM ET DEMOCRATIE ?

Salima Ghezali

Jornalista, Prémio Sakharov, Argel

L'intitulé de cette rencontre est en lui-même un sujet des plus controversé. Nombreux sont ceux qui considèrent que cette formulation que l'on retrouve fréquemment dans les médias, les colloques et les rencontres universitaires est en elle-même l'indicateur d'une généralisation abusive propice à bien des confusions. La tentative de formuler une définition de chacun des termes de l'équation est une aventure qui relève de la multidisciplinarité à laquelle seuls quelques érudits peuvent prétendre.

Si le problème qui nous concerne présentement est la question du gouvernement démocratique dans les pays musulmans il nous faudrait aborder des situations politiques aussi diverses que celles de la monarchie saoudienne, la république iranienne, la démocratie turque ou le chaos afghan en passant par toutes les autres déclinaisons de l'organisation politique dans les divers pays musulmans.

S'il s'agit de discuter des rapports entre les pays musulmans et les pays démocratiques (et plus exactement occidentaux) nous rencontrerons la même diversité d'approches. Une troisième possibilité réside dans la question du statut des communautés musulmanes résidant en occident disposant ou non de la nationalité du pays d'accueil. Là également nous avons affaire à des situations qui diffèrent d'un pays à un autre.

Ne pouvant dans le cadre restreint qui est le nôtre faire la recension de toutes ces situations nous pouvons de manière volontairement arbitraire opter pour la discussion de quelques situations de crise dans des pays musulmans susceptibles à la fois de poser la question de la stabilité et de la démocratie interne, d'entraîner une détérioration des relations avec les pays voisins ou occidentaux partenaires pouvant aller jusqu'aux attentats terroristes et ayant une implication directe ou indirecte sur les communautés musulmanes installées dans ces pays.

Ainsi esquissée la problématique islam/démocratie peut être abordée dans un cadre historique qui nous met à l'abri des fantasmes idéologiques tout en nous permettant d'en approcher les aspects politiques, économiques et sociaux les plus directement identifiables, ce qui en plus d'une approche aussi objective que possible peut aider à envisager des solutions éventuelles à des situations de conflit plus ou moins ouvert.

Dans la multiplicité des situations de crise politique qui se posent à l'échelle d'un monde en quête d'un équilibre politique et économique difficile à trouver, certains pays musulmans occupent une place particulière dans les médias.

La crise algérienne fait partie de ces situations fortement médiatisées et néanmoins présentées le plus souvent sous le prisme déformant de la lecture idéologique.

Pour l'ensemble du Maghreb la question de la transition démocratique se pose de manière problématique. Il existe néanmoins de sérieuses différences selon que l'on s'intéresse à tel ou tel pays de la région. Ces différences, produit de l'histoire spécifique de chacun de ces pays, de la nature particulière de chacun des régimes en place et de l'évolution dans la gestion de la crise ainsi que son degré de gravité, ne doivent pas pour autant occulter les multiples interdépendances qui rendent peu viables les aventures singulières.

L'expérience la plus riche d'enseignements est de toute évidence le cas algérien. D'une part c'est ce pays qui a connu suite à des émeutes sanglantes en 1988 la première tentative de réforme démocratique d'un système ayant atteint ses limites, d'autre part c'est en Algérie que la résistance à ces réformes qui menaçaient de mettre un terme à la toute puissance d'une oligarchie militaro-commerçante sur l'ensemble des institutions du pays ont été brutalement interrompues ouvrant la voie à une dérive sanglante qui ne s'est pas encore achevée.

Bien des choses ont été dites et écrites sur la tragédie algérienne qui a jusqu'ici fait selon les Organisations de défense des Droits de l'Homme plus de 150.000 morts, des milliers de disparus, ainsi que des violences multiples imputables tant aux services de sécurité qu'aux groupes islamistes armés.

Si la propagande des diverses parties en conflit a jusqu'ici privilégié la polémique autour des responsabilités respectives dans les atrocités commises durant la décennie écoulée, l'état de délabrement institutionnel et les multiples scandales financiers qui se sont succédé ces dernières années renseignent davantage sur la nature des blocages qui ont précipité la crise.

L'existence de courants fondamentalistes ne doit pas servir d'écran aux autres archaïsmes structurels qui empêchent les réformes globales indispensables à la démocratisation du système de gouvernement tout en maintenant ces groupes dans un statut de victime qui ne permet aucunement les décantations salutaires.

Le fondamentalisme religieux est partie intégrante de toutes les sociétés musulmanes pour des raisons de blocage social et culturel dont les causes sont multiples et néanmoins essentiellement d'ordre historique et politique.

Le défi que posent ces courants est bien l'édification d'un Etat de Droit obéissant à des règles politiques clairement déterminées au terme d'un contrat politique liant Pouvoir et société. Non que ces courants soient porteurs d'un tel projet démocratique mais parce que l'islamisme et toutes les formes de populisme plus ou moins radical, plus ou moins violent, ne peuvent que proliférer sur l'inexistence d'un tel cadre contractuel.

En Algérie, trois moments essentiels ont permis de situer l'origine du blocage. Trois moments dans l'histoire de l'Algérie contemporaine qui démentent le mythe essentialiste à forte coloration raciste qui voudrait que les sociétés musulmanes soient intrinsèquement inaptes à élaborer une approche politique contractuelle. Cette thèse qui a donné lieu à bien des écrits plus ou moins médiatisés et qui n'est pas ouvertement revendiquée par la diplomatie occidentale est néanmoins ce qui a le plus inspiré cette dernière.

La première tentative d'ouverture du système s'est faite de l'intérieur même du Pouvoir en 1989 avec le gouvernement réformateur dont l'ambition était à la fois d'aller vers une ouverture démocratique tout en préparant les conditions d'une ouverture économique

permettant de libérer le dynamisme social pour contrer les effets négatifs du passage d'une économie administrée à une économie de marché. Le pari était ambitieux de procéder à des réformes globales à un moment où le mécontentement populaire était à son summum. Mais les conservateurs au sein du régime s'étaient opposés à toute réforme à l'époque du parti unique malgré les nombreux signes de mécontentement social jusqu'à ce que les émeutes de 1988 et leur répression sanglante viennent mettre le régime face à ses échecs.

Le premier contrat proposé à la fois à la société algérienne et aux caciques du régime était de laisser aux réformateurs la possibilité de procéder au balisage de l'ouverture tout en offrant à la société et aux diverses forces en présence la possibilité de s'organiser en prétendants au pouvoir et en contre-pouvoirs. Le cadre institutionnel tel que posé par la constitution de 1989 élaborée au terme d'une rude bataille interne au régime offrait néanmoins à la société civile la possibilité de se constituer en acteur non seulement à travers les partis politiques mais également à travers le mouvement syndical et associatif. Le reproche majeur formulé à l'égard des réformateurs est d'avoir, en procédant à l'ouverture politique, permis au mouvement islamiste d'occuper l'espace public. On oublie de signaler l'extraordinaire éclosion d'un mouvement associatif et une mobilisation syndicale où les appareils islamistes étaient loin d'être majoritaires et sur les logiques desquels ils devaient souvent s'aligner. La libération du champ médiatique avec la création de journaux indépendants et l'ouverture des médias lourds ont donné la possibilité à la notion, jusque là inconnue, de contre pouvoir d'occuper l'espace public et d'exercer une puissante attraction sur la population. Il était en effet prévisible qu'après trois décennies de parti unique la méfiance à l'égard des appareils politiques soit la règle auprès des catégories les plus rétives à l'embrigadement idéologique, et donc à l'islamisme populiste. Par delà les possibilités de l'islamisme de capter le vote protestataire il y a le champ immense de l'abstention. Cette dernière si elle pénalise les partis politiques n'est pas pour autant un signe de désengagement citoyen.

De ce point de vue les sociétés musulmanes ne diffèrent aucunement de la tendance internationale à l'ouvre. En l'espace de quelques mois la société algérienne a été propulsée de l'état de mouvoir pour le génie d'un peuple à celui bouillonnant d'une population qui reprenait confiance en elle-même.

Dans tous les domaines de l'action citoyenne, politique, culturelle ou économique l'Algérie n'avait jamais connu un tel sens de l'initiative ni un tel dynamisme.

Cette dynamique de la liberté reconquise si elle pouvait indéniablement être abusée ou contrariée par le populisme islamiste ne pouvait être brisée que par les chars et les canons. C'est ce qui advint.

Le jour où un véritable dialogue se tiendra entre les deux rives de la méditerranée on verra qu'une analyse politique sans préjugés ni oillères idéologiques en identifiant la nature des problèmes qui se posent à la rive sud est indispensable pour construire ce « vivre ensemble » qui semble aujourd'hui si menacé.

L'expérience réformatrice a été délibérément interrompue en Juin 91 par la proclamation de l'Etat de siège. Grâce à l'effet repoussoir du phénomène islamiste, mais aussi et surtout parce que les vieux réseaux qui freinent l'évolution des réformes économiques en Europe sont ceux là mêmes qui entretiennent l'archaïsme de ses liens avec ses vis-à-vis du sud, l'arrêt brutal des réformes les plus audacieuses qu'est connue cette région du Monde se fit

dans l'indifférence quasi générale des partenaires de l'Algérie. La deuxième proposition de sortie négociée de la crise intervint à l'initiative de l'opposition et grâce à la médiation de la communauté de Sant -Egidio en 1995. Intervenant après trois ans de guerre et alors que la violence avait fait sa moisson hideuse dans l'ensemble de la société algérienne, l'initiative promettait de mettre un terme à la violence et d'ouvrir un nouveau chapitre dans l'histoire du pays sur la base d'un contrat politique négocié entre les partis politiques et le Pouvoir. En amenant les islamistes sur le terrain de la négociation politique transparente, de la relation contractuelle publique et de la reconnaissance du pluralisme de la société algérienne les partis signataires de ce qui sera appelé « Plate-forme de Rome » ont fait faire à la pratique politique nationale un bond remarquable sur la voie du dialogue et de la démocratie.

Cette expérience fût suivie avec beaucoup d'attention par l'ensemble des pays musulmans. L'intransigeance du Pouvoir algérien trouva encore une fois l'occasion de se manifester avec virulence. L'initiative fût rejetée selon les termes du porte-parole du gouvernement «Globalement et dans le détail».

L'absence de soutien international à cette initiative, dû essentiellement à l'activisme des lobbies français intéressés par la préservation du statu quo, laisse clairement voir une absence totale de vision politique à long terme pour la région. La tragédie algérienne s'est poursuivie avec son cortège d'horreurs et ses impasses sécuritaires.

La troisième occasion ratée sera celle des élections présidentielles d'Avril 99. Engagés dans la campagne électorale contre le candidat des généraux, Abdel-aziz Bouteflika, six candidats représentant l'éventail politique algérien dans sa diversité ont asséné la preuve qu'un combat politique pouvait se mener de manière responsable malgré l'ampleur des dommages causés à la société. L'intérêt manifesté par les citoyens lors de la campagne pour les candidats de l'opposition, le dynamisme des militants et leur civilité, l'absence de tout incident violent lors des meetings politiques à l'exception de ceux provoqués par le candidat du pouvoir ont amené les militaires à revoir l'engagement pris par le chef d'Etat major en faveur d'élections propres.

La machine à frauder se mit en place lors du vote des corps constitués amenant les six candidats à se retirer après que leurs protestations aient été ignorées par le président en exercice et par le chef d'Etat-major qui s'étaient tous deux engagés à garantir une élection honorable. C'est sur fond d'abstention record des électeurs que les généraux ont porté leur candidat à la présidence de l'Etat au prétexte, diront-ils plus tard, qu'il était à leurs yeux «de moins mauvais des candidats».

Depuis, si la tendance à la stabilisation du seuil de la violence s'est maintenue tout en continuant à faire plusieurs centaines de victimes par an, c'est la multiplication des émeutes, des mouvements sociaux et du mécontentement populaire qui prend le relais. Incapable de dialoguer et d'offrir d'autre réponse que la répression et la brutalité, le pouvoir s'avère incapable de répondre autrement que par le meurtre à grande échelle à la contestation pacifique en Kabylie, incapable de répondre aux multiples protestations de citoyens qui se multiplient à travers le pays, incapable de reconnaître le statut d'interlocuteurs aux syndicats indépendants laissant les situation de grève pourrir.

Tout aussi grave est l'absence totale de résistance institutionnelle à la prédation sous toutes ses formes. Les affaires de corruption se sont multipliées ces dernières années et n'ont épargné aucun des clans du pouvoir.

Le plus spectaculaire de tous ces scandales est indéniablement celui de la banque privée Khalifa qui a réussi à détourner plusieurs milliards de dinars appartenant à l'Etat ou aux simples citoyens sans que les mécanismes institutionnels n'aient été actionnés, signe de complicités au plus haut niveau de l'Etat.

La liste des problèmes graves de démocratie, de bonne gouvernance, de lutte contre la criminalité, les injustices sociales, l'arbitraire policier, l'absence d'indépendance de l'administration et de la justice est interminable. Elle n'a pour autant rien à voir avec l'islam même si elle contribue à faire le lit de l'islamisme violent de la même manière, toutes proportions gardées, que la corruption des élites fait le lit des mouvements d'extrême droite en Europe.

La gestion de l'extrémisme islamiste est une affaire politique qui demande un traitement politique prenant en considération l'ensemble des paramètres qui amènent une société à privilégier l'arbitrage légal au délire religieux.

Quand le Droit est absent au nom des intérêts supérieurs de l'Etat il ne faut pas s'étonner à ce que les populations se laissent séduire par ceux qui font appel à d'autres intérêts supérieurs.